

Le français suit



Press Release

Senator Mary Coyle

BILL INTRODUCED IN THE SENATE TO ESTABLISH A NATIONAL STRATEGY TO END ENERGY POVERTY

Ottawa, Tuesday, October 6, 2026 – Today at the Canada Home Energy Justice Conference, the Honourable Mary Coyle, Independent Senator from Nova Scotia, outlined Bill S-251, *An Act to establish a national strategy to end energy poverty*. Senator Coyle will move second reading of the bill this afternoon. Bruce Fanjoy, Member of Parliament for Carleton, will sponsor the bill in the House of Commons.

The bill calls on the Government of Canada to develop a national strategy that provides a clear framework to end energy poverty and make life more affordable for Canadians.



Energy poverty occurs when a household cannot, or is at significant risk of being unable to, access the energy it needs to keep people at home healthy, safe and comfortable and to participate in society. It can have a particular impact on Indigenous communities, people living in rural and remote areas, and renters.

Nearly two million Canadian households experience energy poverty, underscoring the need for measures to ensure no Canadian is left behind. Making energy more affordable, improving energy efficiency and expanding access to clean energy would help Canadians through the affordability crisis while reducing greenhouse gas emissions at a time when sustained action on climate change is more important than ever.

The need for further action was raised during the Senate's study of Bill S-4, *An Act to amend the Energy Efficiency Act*. The Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources observed that stronger efficiency standards alone would not fully address energy poverty and called for additional support to help low-income households access energy-efficient appliances and technologies.

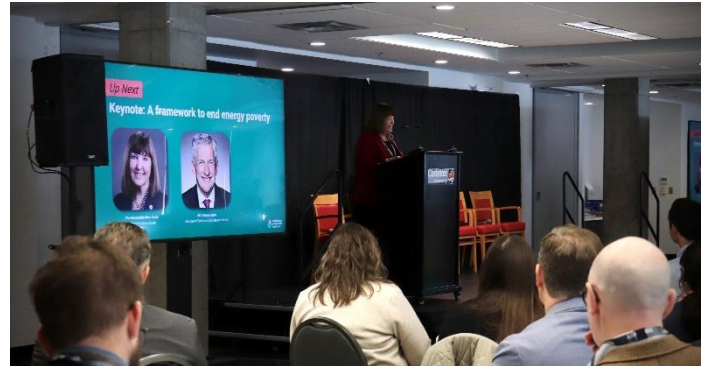
A national strategy would help governments coordinate their efforts to address these needs and ensure that existing and future programs reach the households and communities that need them most.

Quotes

“In this time of global disruption and uncertainty, the Government of Canada is promising Canadians they will build a stronger, more resilient country and economy and ensure a more secure and affordable life for its citizens.

For the millions of Canadians experiencing energy poverty from coast to coast to coast, it is time to develop a national strategy to end energy poverty.

Making energy more affordable, improving the efficiency of our homes while contributing to reducing emissions will be central to this strategy to move affected Canadians from poverty to prosperity.”



– **Honourable Mary Coyle, Independent Senator for Nova Scotia**

“When Canadians struggle with energy poverty, we all lose. The good news is that solutions exist, and Canada is already taking important actions. But we need to do more, and a national strategy to end energy poverty will help us achieve more. Achieving our full potential as a nation takes energy, and includes everyone, everywhere.”

– **Bruce Fanjoy, Member of Parliament for Carleton**



“This bill has the core elements needed for a strong national energy poverty strategy: common measures, clear targets, coordination and public accountability. It would create a framework to connect work already happening across the country and measure progress toward reducing, and ultimately eliminating, energy poverty.”

– **Emilie Grenier, [Efficiency Canada](#)**

Quick Facts

- Households that spend over six per cent of after-tax income on home energy are considered at risk of energy poverty.
- In polling commissioned by Efficiency Canada, 72 per cent of Canadians supported government funding to expand energy efficiency in rental and low-income housing.
- Energy poverty makes households more susceptible to health risks, including increased winter and summer mortality, poor respiratory and cardiovascular health in individuals with pre-existing conditions, emotional distress, social isolation and more.

- Upfront purchasing and installation costs of more efficient appliances and technologies can prevent households and communities — especially some rural, remote and Indigenous communities — from benefiting.

Associated Links

- Learn more about [Bill S-251](#)
- Learn more about [Senator Mary Coyle](#)
- Learn more about Member of Parliament [Bruce Fanjoy](#)
- [Follow Senator Mary Coyle on LinkedIn, Bluesky, or X](#)
- [Follow Member of Parliament Bruce Fanjoy on X, Bluesky, LinkedIn, Facebook or Instagram](#)

For more information, please contact:

The Office of the Hon. Senator Mary Coyle

Sarah Thomas

Director of Parliamentary Affairs

(343) 572-8161

sarah.thomas@sen.parl.gc.ca

The Office of MP Bruce Fanjoy

Monica Izaguirre-Canales

Director of Parliamentary Affairs

613-794-6843

monica.izaguirre-canales.261@parl.gc.ca

Communiqué de presse

La sénatrice Mary Coyle

DÉPÔT AU SÉNAT D'UN PROJET DE LOI VISANT À ÉTABLIR UNE STRATÉGIE NATIONALE POUR METTRE FIN À LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Ottawa, mardi 6 octobre 2026 – Aujourd'hui, lors de la Canada Home Energy Justice Conference, l'honorable Mary Coyle, sénatrice indépendante de la Nouvelle-Écosse, a présenté le projet de loi S-251, Loi établissant une stratégie nationale d'élimination de la pauvreté énergétique. La sénatrice Coyle présentera une motion portant deuxième lecture du projet de loi cet après-midi. Bruce Fanjoy, député de Carleton, parrainera le projet de loi à la Chambre des communes.

Par le projet de loi, la sénatrice invite le gouvernement du Canada à élaborer une stratégie nationale dans laquelle est clairement défini un cadre visant à éradiquer la précarité énergétique et à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.



On parle de précarité énergétique lorsqu'un ménage ne peut pas ou risque fortement de ne pas pouvoir avoir accès à l'énergie dont il a besoin pour assurer la santé, la sécurité et le confort continus des gens à la maison, ainsi que leur participation à la société. Ce phénomène peut avoir une incidence particulière sur les membres des collectivités autochtones, les personnes vivant dans des régions rurales et éloignées, ainsi que les locataires.

Quelque deux millions de ménages habitant au Canada vivent de la précarité énergétique, ce qui souligne la nécessité de prendre des mesures pour faire en sorte qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte. Rendre l'énergie plus abordable, améliorer l'efficacité énergétique et élargir l'accès à de l'énergie propre aiderait les Canadiens à surmonter la crise du coût de la vie tout en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, alors que des mesures durables contre les changements climatiques revêtent une importance toute particulière.

On a évoqué la nécessité de prendre des mesures supplémentaires lors de l'examen par le Sénat du projet de loi S-4, Loi modifiant la Loi sur l'efficacité énergétique. Les membres du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles ont constaté que le renforcement des normes d'efficacité énergétique ne suffirait pas à lui seul à résoudre pleinement le problème de la précarité énergétique, et ont réclamé un soutien supplémentaire pour permettre d'aider les ménages à faible revenu à avoir accès à des appareils ainsi qu'à des technologies écoénergétiques.

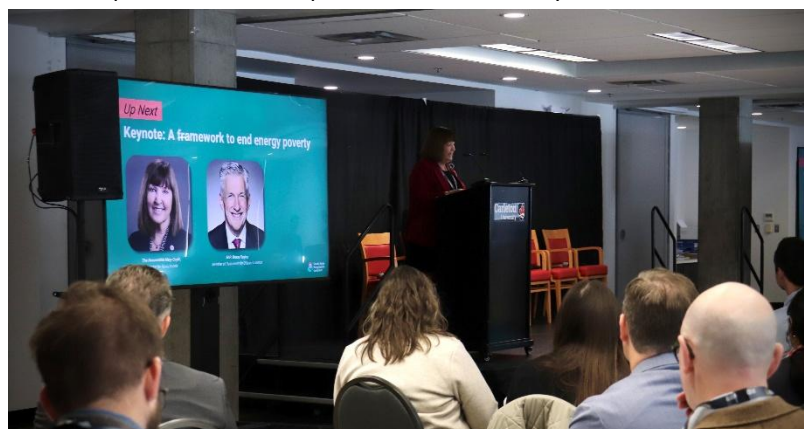
Une stratégie nationale aiderait les gouvernements à coordonner leurs initiatives pour répondre aux besoins et permettrait de veiller à ce que les ménages et les collectivités pour lesquels les programmes existants ainsi que futurs seront les plus utiles bénéficient de ces programmes.

Citations

« En cette période de perturbations et d'incertitudes à l'échelle mondiale, le gouvernement du Canada promet aux Canadiens qu'il construira une économie et un pays plus forts et plus résilients, et qu'il assurera à ses citoyens une vie plus sécuritaire ainsi que plus abordable.

Pour les millions de Canadiens qui se trouvent en situation de précarité énergétique d'un océan à l'autre, il est temps d'élaborer une stratégie nationale pour y mettre fin.

Rendre l'énergie plus abordable et améliorer l'efficacité énergétique de nos maisons tout en contribuant à la réduction des émissions occupera une place centrale dans cette stratégie visant à permettre aux Canadiens touchés de sortir de la pauvreté et de les rendre prospères. »



– **L'honorable Mary Coyle, sénatrice indépendante de la Nouvelle-Écosse**

« Lorsque la population canadienne est confrontée à la précarité énergétique, nous sommes tous perdants. La bonne nouvelle, c'est que des solutions existent, et que le gouvernement du Canada a déjà commencé à prendre des mesures importantes. Mais il faut aller plus loin, et une stratégie nationale visant à mettre fin à la précarité énergétique nous aidera à le faire. Réaliser tout notre potentiel en tant que nation nécessite de l'énergie et inclut tout le monde, partout. »

– **Bruce Fanjoy, député de Carleton**



« Ce projet de loi contient les éléments fondamentaux nécessaires à une stratégie nationale forte de lutte contre la précarité énergétique : des mesures communes, des objectifs clairs, de la coordination et une reddition de comptes. On viendrait créer un cadre visant à relier le travail qui est déjà en cours dans tout le pays et à mesurer les progrès accomplis vers la réduction, et éventuellement l'élimination, de la précarité énergétique. »

– **Émilie Grenier, [Efficacité énergétique Canada](#)**

En bref

- Les ménages qui consacrent plus de six pour cent de leur revenu après impôt à l'énergie à usage domestique sont exposés à un risque de précarité énergétique.

- D'après une enquête mandatée par Efficacité énergétique Canada, 72 % des Canadiens se disent favorables à un financement gouvernemental visant à améliorer l'efficacité énergétique dans les logements locatifs et ceux à loyer modique.
- La précarité énergétique rend les ménages plus susceptibles de subir des risques pour la santé, notamment l'accroissement de la mortalité en hiver et en été, des problèmes respiratoires ainsi que cardiovasculaires chez les personnes souffrant de maladies préexistantes, de la détresse émotionnelle, de l'isolement social, etc.
- Les coûts initiaux d'achat et d'installation d'appareils et de technologies plus écoénergétiques peuvent empêcher des ménages ainsi que des collectivités, en particulier certaines collectivités rurales, éloignées et autochtones, d'en bénéficier.

Liens connexes

- Pour en savoir plus sur [le projet de loi S-251](#)
- Apprenez-en davantage sur [la sénatrice Mary Coyle](#)
- Pour en savoir plus sur le député [Bruce Fanjoy](#)
- [Suivez la sénatrice Mary Coyle sur LinkedIn, Bluesky ou X](#)
- [Suivez le député Bruce Fanjoy sur X, Bluesky, LinkedIn, Facebook ou Instagram](#)

Renseignements

Sarah Thomas

Directrice des affaires parlementaires

Bureau de l'honorable sénatrice Mary Coyle

343-572-8161

sarah.thomas@sen.parl.gc.ca

Monica Izaguirre-Canales

Directrice des affaires parlementaires

Bureau du député Bruce Fanjoy

613-794-6843

monica.izaguirre-canales.261@parl.gc.ca